



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

**DÉCISION N °BCTE/2025- 78 du 26 AOÛT 2025
APRÈS EXAMEN DU DOSSIER D'EXAMEN AU CAS PAR CAS DÉPOSÉ PAR LA SOCIÉTÉ ADDIPLAST
SITUÉE Z.I. DE CAMPINE A SAINT-PAL-DE-MONS**

en application de l'article R.122- 2 du code de l'environnement

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la demande d'examens au cas par cas déposé le 31 juillet 2025 par la société ADDIPLAST et publiée sur le site interne de la préfecture de Haute-Loire ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé par courrier électronique du 31 juillet 2025 considérant qu'une étude d'impact n'est pas nécessaire ;

VU l'absence de demande de compléments sous un délai de 15 jours à compter de la réception du formulaire de demande d'examen au cas par cas, le formulaire est ainsi réputé complet ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique en application de l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet est réalisé au sein d'une zone à vocation industrielle;

CONSIDÉRANT que malgré l'augmentation des activités, notamment le stockage de granules plastique et le stockage de solides inflammables, le risque de danger pour la santé ou l'environnement n'augmente pas ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de la Haute-Loire ;

DÉCIDE

Article 1.

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de regroupement des entités ADDIPLAST et ADDIKEM sur la commune de Saint-Pal-de-Mons présenté par la société ADDIPLAST **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2.

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet d'extension est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le préfet de Haute-Loire à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Article 4.

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'autorité mentionnée au IV de l'article L.122-1 du Code de l'environnement à l'adresse suivante : www.haute-loire.gouv.fr

Le Puy en Velay, le 26 août 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC